

Hors-Service,

enquête sur les manifestations socioéconomiques de la crise sanitaire sur les travailleurs de l'hôtellerie-restauration

Une enquête collective présentée par Lorraine Guénée, menée avec Éléonore Guillemot, Odile Macchi, Erwan Le Méner, Paolo Renoux et Adèle Fourestier

Journée scientifique de l'observatoire du Samusocial de Paris

Les personnes sans-domicile et le Covid-19 :

Qu'a-t-on appris de la crise sanitaire ?



Hypothèses :

- La crise sanitaire va abîmer l'économie des plus pauvres.
 - La « rupture professionnelle » peut expliquer le passage dans une situation de pauvreté.
- Une enquête « à chaud » dans un secteur à l'arrêt.



Genèse, le prolongement d'une enquête sur...

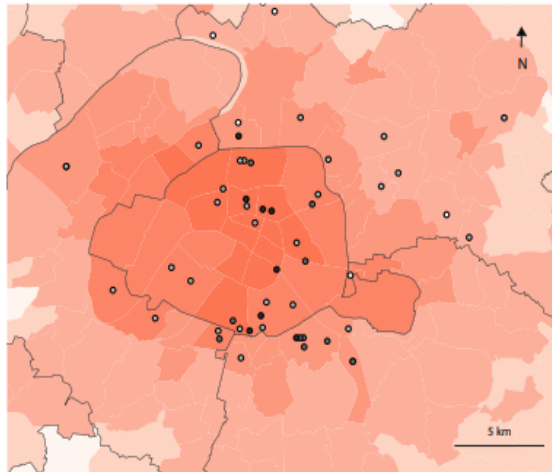
- Les « nouveaux publics » de l'aide alimentaire :
 - migrants saisonniers ou installés de plus longue date en France sans statut social protecteur ;
 - ressortissants nationaux dans des filières professionnelles hors des protections maximales du salariat ;
 - étudiants étrangers.
- L'hôtellerie-restauration :
 - un bassin de chômeurs ;
 - recrutant ces types de travailleurs précaires.



Territoire de recrutement pour l'enquête

LIEUX DE RÉSIDENCE DES ENQUÊTÉS ET OPÉRATIONS D'ENQUÊTE

DANS PARIS ET SA PETITE COURONNE



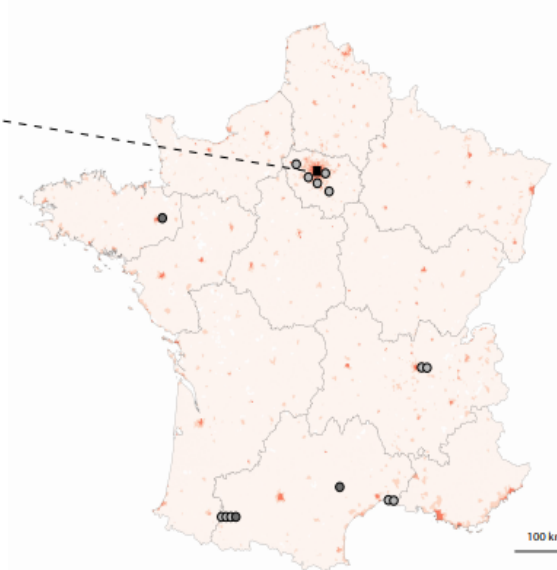
Opérations d'enquête

- Enquêté rencontré lors d'un entretien spontané
- ◐ Enquêté rencontré lors d'un entretien substantiel
- Enquêté faisant l'objet d'un suivi évolutif
- Enquêté faisant l'objet d'un suivi ethnographique

Densité des établissements de l'hébergement-restauration actifs** par km² fin décembre 2018 par commune (INSEE)



EN FRANCE MÉTROPOLITAINE



*D'après les données de 65 des 76 enquêtés.
**Nombre d'établissements actifs en décembre 2018 par secteur d'activité, classé en 17 catégories, INSEE 2021

Sources : Hors-service. Enquête sur les manifestations socio-économiques de la crise de la COVID-19 sur les travailleurs de l'hôtellerie restauration, Observatoire du Samusocial de Paris, 2020-2022 ; Enquête Flores. Fichier localisé des rémunérations et de l'emploi salarié, INSEE 2021

- En priorité en Île-de-France
- De multiples canaux
- Des travailleurs pas forcément aux guichets de l'assistance
- 76 personnes, 63 entretiens substantiels, une huitaine de suivis au long cours

Le constat d'inégalités face à la crise

Statut d'emploi

- **Chronologie de la crise et impact de l'attitude des employeurs sur les travailleurs du secteur.**
- **Un milieu professionnel aux statuts d'emplois variés...**
... Expliquant des pertes monétaires inégales pour les travailleurs face à la crise.
- **L'hôtellerie-restauration et ses pratiques professionnelles défavorables en temps de crise, ses revenus invisibles.**

Le constat d'inégalités face à la crise

Les « amortisseurs »

- Statut matrimonial : des personnes enquêtées célibataires ne pouvant compter que sur elles-mêmes.
- Les réserves financières : l'épargne, les cigales et les fourmis, risque de (sur)endettement.
- Famille et entourage, le rôle de l'entraide.
- La connaissance et l'insertion dans les réseaux de l'assistance.

Qu'est-ce qui fait la différence d'impact de la crise entre des individus à situation d'emploi (et de chômage) comparables?

Le constat d'inégalités face à la crise

La situation de logement

- **La diversité des moyens de se loger pas cher, un indicateur de précarité préalable ...**
- **... et des mobilités résidentielles en temps de crise.**
- **Le loyer, une cause d'endettement et d'appauvrissement.**
- **L'effet protecteur de l'hébergement d'urgence.**

Effets de la crise et réorientations budgétaires

Prolifération des activités de substitution par défaut

- Des activités qui signifient une forme de lutte économique.
 - Un « travail » de subsistance pour compenser.
 - Les activités de substitution :
 - trouver un emploi avec un contrat précaire et mal rémunéré ;
 - travailler au noir, souvent à son compte ;
 - se dégager des liquidités par tous les moyens ;
 - acquérir des revenus en nature,
Ex : récupération de nourriture dans les poubelles.
- **Étiollement de la frontière entre situation d'emploi et activités de subsistance.**

Effets de la crise et réorientations budgétaires

Contracter les dépenses, enjeux de santé

➤ Constat :

- Report de soins non vitaux ;
- Considérations sur le fait de ne pas prendre de complémentaire santé ;
- La santé, appréhendée comme un poste de dépense comme les autres, entre dans le domaine de la débrouille.

➤ Effets de la crise économique sur la santé : angoisse, perte d'appétit, de sommeil, prise de risque...

➤ Récits distincts :

Soins gratuits et polyvalents pour les personnes sans-abri grâce à la médiation de travailleurs sociaux

/ versus orientation vers des soins privés pour des locataires appauvris !

➤ Des travailleurs subalternes physiquement très sollicités, inscrire la réflexion sur la santé dans des trajectoires professionnelles.

Effets de la crise et réorientations budgétaires

Contractions et stratégies alimentaires

- **Dépenses alimentaires : les plus facilement contractables, moins pour les plus démunis que pour les extras/saisonniers, locataires appauvris.**
- **Des stratégies alimentaires pour dépenser moins :**
 - **Des restrictions allant jusqu'aux privations en qualité et en quantité ;**
 - **Reconfigurer les circuits et les sources d'approvisionnement ;**
 - **Réfléchir tout achat.**
- **Préserver des « achats de réconfort », ne pas renoncer à des habitudes de consommation.**
- **Des modèles parmi les cuisiniers : le professionnalisme appliqué, la nourriture comme « monnaie d'échange ».**

- **Chez des travailleurs mis à l'arrêt, explications courantes du non recours : méconnaissance, sentiment d'illégitimité et honte.**
- **Pour éviter cela, la réussite de distributions spécialisées :**
 - **Les saisonniers lourdais : la création originale d'une « banque alimentaire » intra-professionnelle ;**
 - **Les distributions dédiées aux étudiants (à suivre cet après-midi).**
- **L'intensification de l'aide sociale profite à des travailleuses et travailleurs immigrés précaires...**

**Accès de
« nouveaux »
publics à
l'assistance?**

En bout de chaîne

Parcours de crise et crise de parcours de travailleuses et travailleurs immigrés de l'hôtellerie-restauration (Paris, mars 2020 – mai 2021).

Second rapport de l'enquête Hors-Service – Mars 2022

Un rapport collectif présenté par Paolo Renoux

Écrit avec Adèle Fourestier, Éléonore Guillemot, Lorraine Guénée et Erwan Le Méner.



Une étude de cas pour comprendre les effets de la crise sanitaire

- **Un zoom sur une population spécifique :**
 - des travailleuses et travailleurs immigrés ;
 - sans-domicile ou en situation critique de mal-logement.
- **Quatre cas particuliers explorés en détails.**
- **Des suivis au long cours et des entretiens biographiques : situer la crise sanitaire dans des parcours de vie.**
- **Comprendre les effets multiples de la crise sanitaire au plus près de la vie quotidienne.**



Quels effets directs de la crise sanitaire ? (1)

- Deux catégories se donnent à voir.

Pour les personnes sans-abri, une rapide mise à l'abri

- L'ouverture de nombreuses places d'hébergement d'urgence profite aux plus miséreux.
- Un impact « positif » de la crise sanitaire : effet d'aubaine.
- Une réinsertion dans les circuits institutionnels.
- Une émancipation de la survie au jour le jour et un investissement possible vers le futur.

Quels effets directs de la crise sanitaire ? (2)

Pour les personnes hébergées ou mal logées en emploi, une perte rapide de l'emploi principal

- L'horizon d'une situation stabilisée qui s'éloigne.
- Des promesses d'embauche qui ne peuvent être tenues.
- Des allocations de retour à l'emploi (ARE) qui s'épuisent vite malgré l'aide de l'État.
- Des patrons crapuleux qui profitent des situations de vulnérabilité.
- Un retour à la case départ ou un enfermement dans une situation d'exploitation.

Quelles ressources mobilisées durant la crise ?

- **Des ressources monétaires ... mais aussi matérielles et sociales.**
- **Articulation des différentes sources de revenus : un portefeuille évolutif de subsistance.**
- **Pour les personnes nouvellement hébergées : une évolution du rôle des activités rémunératrices.**
- **Pour les plus impactées : des petits boulots pour joindre les deux bouts et une recherche de travail effrénée.**

Une crise qui loge et qui enferme

➤ Avant la crise :

- La panoplie du mal-logement ;
- Pas ou peu de dépenses pour le logement, une sorte “d’atout”.

➤ Quand elle survient :

- Des loyers faibles ou nuls qui protègent de la rue ;
- Des espoirs de sortie du système déçus : un cantonnement à la situation de précarité ;
- Nouvelle opportunité de rester à long terme dans des hébergements d’urgence jusque-là inaccessibles.

L'alimentation en temps de crise : une variable déterminante (1)

- Une inégalité d'accès à l'aide alimentaire selon le type d'hébergement.

Bénéficiaire d'une aide extensive : les hébergés en CHU

- Dans les structures CHU, le couvert va avec le gîte : repas à table ou chèque services.
- Lorsque l'assouvissement des besoins nutritionnels ne relève pas d'une lutte quotidienne : une émancipation de la survie.

La vertu des chèques services :

- Reprendre le contrôle de sa consommation ;
- Limite le non-recours ;
- Pour les acteurs de l'aide d'urgence : économies en termes de main-d'œuvre.



Exemple de chèque services reçus par les personnes sans-domicile. Source : Groupe Up (up.coop).

L'alimentation en temps de crise : une variable déterminante (2)

Quand l'aide alimentaire est minimale : inégalités, non recours et entraide interpersonnelle

- Dans les hôtels, des aides exceptionnelles trop vite suspendues ;
- Des non-recours « actifs » ;
- L'estomac comme variable d'ajustement : orienter ses dépenses, préserver *ΕΝΩ ΟΑΡΤΕΕ ΙΝΩ*
- L'importance de l'entraide hors institutions : des aides pérennes et ponctuelles salvatrices.

Sentiers d'insertion et perturbations de l'horizon biographique

- **Deux sentiers d'insertion différents visiblement imperméables que la crise sanitaire met à l'épreuve :**
 - **Une voie d'insertion par les dispositifs institutionnels et associatifs ;**
 - **Une voie d'insertion « communo-affinitaire ».**
- **Les ressources mobilisées durant la crise dépendent de ces sentiers.**

Quelques enseignements du rapport

- **Un tableau plus nuancé des effets socioéconomiques de la crise sanitaire...**
 - ... qui charrie des ressources supplémentaires ou inédites pour les travailleuses et travailleurs immigrés les moins insérés (professionnellement)
 - ... qui déstabilise davantage et temporairement les plus stables.
- **Une attente en hébergement institutionnel (ou le repli chez des loueurs faisant commerce de la promiscuité) : un horizon de sortie du sans-domicilisme qui s'éloigne.**
- **Des ressources très inégalement réparties selon le type d'hébergement d'urgence.**

Merci...

De votre attention

Aux financeurs de l'enquête



À l'ensemble des personnes interrogées et suivies

Aux équipes du Samusocial de Paris

Les publications de l'enquête Hors-Service

Guénée Lorraine, Macchi Odile, Le Méner Erwan, Guillemot Éléonore, Renoux Paolo, Fourestier Adèle, *Hors-Service, enquête sur les manifestations socio-économiques de la crise sanitaire de la Covid-19 sur les travailleurs de l'hôtellerie-restauration (Île-de-France, mars 2020 - mai 2021)*, rapport de l'Observatoire du Samusocial de Paris, juin 2021.

Fourestier Adèle, Guénée Lorraine, Guillemot Éléonore, Le Méner Erwan, Renoux Paolo, *En bout de chaîne. Parcours de crise et crise de parcours de travailleuses et travailleurs immigrés de l'hôtellerie-restauration (Paris, mars 2020 - mai 2021)*, rapport de l'Observatoire du Samusocial de Paris, février 2022.

Renoux Paolo, *La grande débrouille Ethnographie des modes socio-économiques de subsistance d'un Parisien roumain à la rue*, mémoire de master en Sciences Humaines et Sociales mention Sociologie, EHESS, septembre 2021.



Les publications de l'enquête qui a conduit au projet Hors-Service

Guénée Lorraine, Le Méner Erwan, Macchi Odile,

- *Aux guichets de l'aide alimentaire : les « nouveaux publics » du confinement ? (Paris et Saint-Denis, 29 avril - 19 mai 2020)*, rapport de l'Observatoire du Samusocial de Paris, juin 2020.
- « L'aide alimentaire en temps de Covid », *Plein Droit*, n°4, vol.127, 2020, p. 32-35.
- « Nourrir les "nouveaux pauvres". Une enquête de terrain dans des services d'aide alimentaire parisiens au temps du premier confinement », *Tracés*, 2021, p. 187-206.

ÉtuCris

Étudiant.e.s en crise à l'aide alimentaire

Clémentine Leservoisier et Lison Ramblière

Journée scientifique de l'Observatoire du Samusocial de Paris

Les personnes sans-domicile et le Covid-19 :

Qu'a-t-on appris de la crise sanitaire ?



Contexte de l'étude

Contexte épidémique, politique et social :

- Crise sanitaire : mise en visibilité de la précarité étudiante.
- Premières réponses apportées tournées vers l'alimentaire :
 - Réponse publique : ex menu Crous à 1 €.
 - Ouverture de dispositifs d'aide associatifs spécifiques pour les étudiant.e.s.

Constat : Peu d'enquêtes sur la population étudiante précaire.

Objectif : Affiner les connaissances sur cette population (gestion des ressources et origines, difficultés d'installation, état de santé et déterminants).

Méthode : Enquête dans les distributions d'aide alimentaire francilienne destinées aux étudiant.e.s.



Associations partenaires

Co'p1, Linkee, Restos du Cœur, Secours populaire, Agoraé et On remplit le frigo.

Financeurs

La MIE – Ville de Paris, l'ARS, Fondation Nina-Carasso, Cnaf, Fondation de France.

Méthode

Deux volets imbriqués

Questionnaires (QR)

- **Date** : 30 novembre 2021 – 4 février 2022
- **Champ** : 500 personnes (477 QR analysés)
- **Voie** : passation du QR en face-à-face ou au téléphone
Pas d'auto-administration
- **Langue** : français ou anglais
- **Données collectées** : profils sociodémographiques, situation d'études, d'habitat, ressources, recours à l'aide, état de faim et perception de l'état de santé
- **RH et outils** : 44 enquêtrice.teurs
Collecte en ligne dédiée (Wepi®) et analyses sous R

Entretiens semi-directifs

- **Date** : 22 décembre 2021 – 13 avril 2022
- **Champ** : 38 personnes
- **Voie** : choisie par l'étudiant.e, café, à domicile ou visio-téléphonie
- **Langue** : français
- **Données collectées** : difficultés administratives, résidentielles, contours de l'aide familiale et place des activités rémunérées, présence à l'aide alimentaire
- **RH et outils** : 3 enquêtrices, 1 enquêteur
Journal de terrain, retranscriptions

Résultats - Profil

De nationalité étrangère, plutôt âgé.e.s et en difficulté

- **81 % né.e.s hors de France** dont 44 % d'un pays d'Afrique du Nord ,
56 % arrivé.e.s en France pour la rentrée universitaire 2021/2022.



42 % en blocage administratif*.

- **Moyenne d'âge plutôt élevée** : 24,5 ans car en poursuite d'études.



63 % inscrit.e.s en master.

➤ **Un choc budgétaire à l'arrivée en Île-de-France.**



69 % ont des difficultés à finir le mois.

29 % dans l'incapacité de payer le loyer à temps.

*en attente de document de séjour, de carte vitale ou d'aides pour le logement.

Résultats - Ressources

Des ressources difficiles à identifier

Familiales



66 % ne perçoivent pas d'aide financière régulière de leur famille

Aides ponctuelles, avec une mobilisation de la famille au départ

Institutionnelles



Bourses ...

57 % des français.e.s

13 % des étranger.e.s

Travail



36 % en emploi

Un accès à l'emploi plus restreint quand arrivée récente en France :
20 % vs 57 %

Résultats - Logement

Des difficultés importantes pour se loger



**98 % sont
décohabitant.e.s
=> loyer**

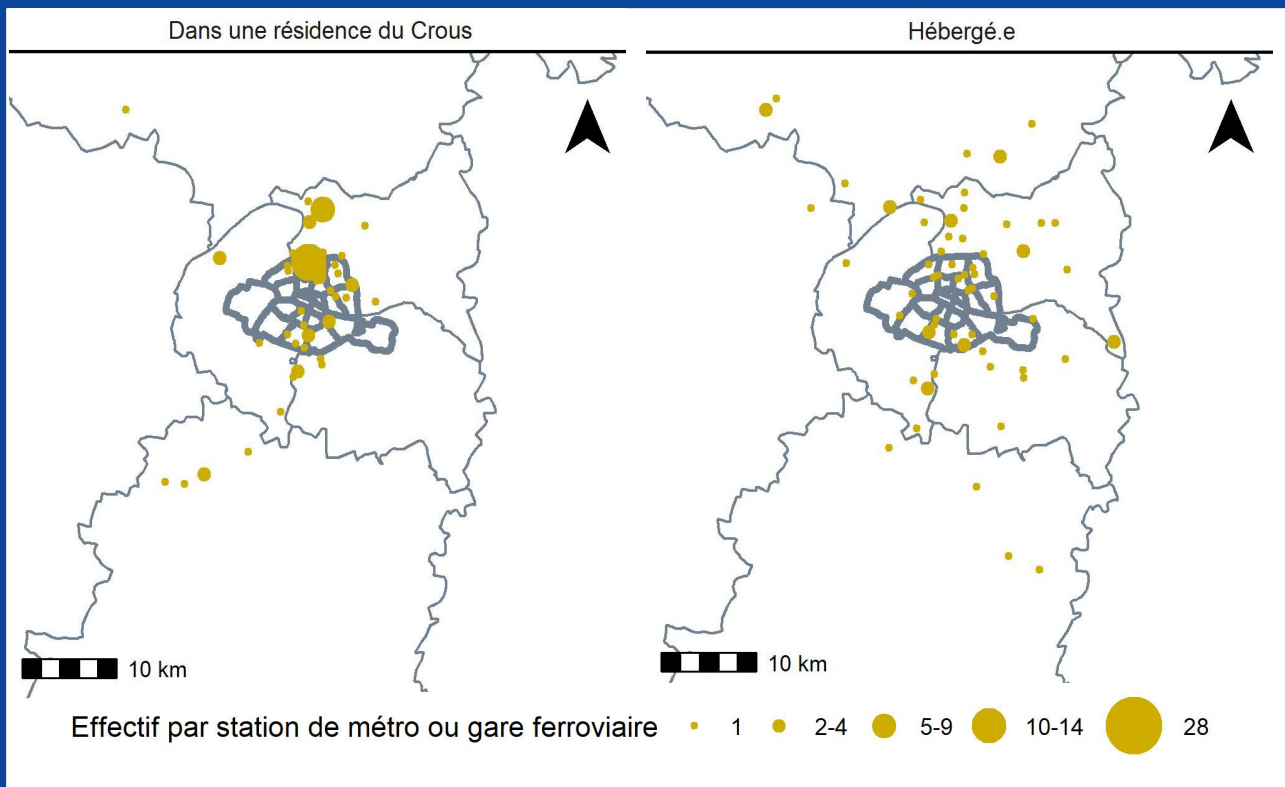
- 44 % en résidences universitaires ;
dont 28 % privées et 16 % Crous ;
- 34 % en location avec un bail personnel ;
- Loyers médians : 389 € en Crous ;
470 € en résidences privées ;
482 € en locations classiques ;
- 27 % des personnes éligibles aux APL sont en attente.

Contourner le problème du loyer :

- Hébergement chez des tiers (16 %).
- S'éloigner des centralités étudiantes / urbaines .
- Des trajectoires résidentielles heurtées, des expériences sans-domicile.

Résultats - Logement

Une accessibilité inégale aux centralités étudiantes



Une population vivant dans 53 % des cas en dehors de Paris.

Résultats – Recours à l'aide alimentaire

Attitudes et pratiques

- Y recourir rapidement après l'arrivée en France ;
- Connaissance principalement par bouche à oreille ;
- Fidélité à une association, parfois multisite ;
- Fréquentation hebdomadaire.

Une aide :

- Comme un soutien économique ponctuel ou durable ;
- Espérer y trouver des solutions aux blocages administratifs.

Résultats - Santé

Un état de santé mentale dégradé

76 % état de santé physique bon à très bon.

44 % état de santé mentale bon à très bon.

**36 % en état
dépressif majeur***
42 % des étudiantes

Facteurs de risque d'être en état dépressif majeur (régression logistique) :

- Être une étudiante ;
 - Absence de soutien social ;
 - Avoir un problème de santé physique ;
 - Avoir un état de faim modérée à sévère.
- 65 % rapportent une détérioration de leur état de santé due à la crise sanitaire.
-> dans 92% des cas : santé mentale.

*module court du Mini International Neuropsychiatric Interview

Résultats - Santé

Renoncement aux soins

38 % ont déjà renoncé à des soins.

53 % parmi les personnes ayant exprimé des besoins.

Facteurs de risque :

- Présenter un état dépressif majeur ;
- Ne pas avoir de mutuelle ;
- Ne pas avoir de numéro de sécurité social définitif.

Numéro de sécurité sociale provisoire :

- Concerne 86 % des personnes étrangères arrivées pour la rentrée 2021-2022.
- Méconnaissance des droits associés à ce numéro provisoire.

Résultats – Insécurité alimentaire

Un quart des étudiant.e.s en état de faim modérée à sévère

**15 % en état de
faim modérée**

**11 % en état de
faim sévère**

Facteurs de risque :

- Présenter un état dépressif majeur ;
- Être en difficulté financière ;
- Ne pas être inscrit.e à l'université.

Facteur protecteur :

- Recevoir un soutien matériel de son entourage.

Un triptyque états de santé mentale et physique dégradés, état de faim.

Conclusion

Les difficultés rencontrées par ces étudiant.e.s

- Une méconnaissance des dispositifs : connaître les interlocuteurs et services adéquats.
- Des difficultés administratives -> accentuées pour les personnes étrangères.
- Un état de santé mentale dégradé : une urgence de santé publique.
- Un non recours et/ou report de soins fréquents notamment par manque d'information.
- 1/4 des étudiant.e.s en état de faim modérée à sévère : repenser les distributions alimentaires ?

Conclusion

Perspectives pour de futures enquêtes

- **Réaliser un suivi** (étude longitudinale) :
 - Au cours de l'année scolaire.
 - Précarité de long terme ou précarité transitoire ?
- Identifier les leviers pour une meilleure **communication** sur les dispositifs existants.
- Travail à venir :
 - Articulation des ressources.
 - Édition et diffusion d'un questionnaire amélioré pour de possibles futures enquêtes.

Merci pour votre attention

Merci aux :

- Étudiants et étudiantes ;
- Associations partenaires ;
- Financeurs ;
- Enquêteurs et enquêtrices ;
- Collaborateurs et collaboratrices.

Travail mené par : Guénée Lorraine (coord.),
Bedo Ysé, Douay Caroline, Lebugle Amandine,
Leservoisier Clémentine, Ramblière Lison et
Rasolonjatovo Manantsoa.



Accéder au rapport et à la synthèse :

<https://www.samusocial.paris/etucris-entre-quete-dautonomie-et-recours-laide-alimentaire-francilienne-les-trajectoires-heurtees>

Tableau 32. Facteurs de risque d'être en état dépressif majeur

OR = Odd Ratio ; Réf. = Référence

Note de lecture : ce tableau représente les résultats des modèles de régression logistique univariée (OR brut) et multivariée (OR ajusté) investiguant les facteurs de risque d'être en état de faim modéré à sévère. Un p-valeur inférieure à 0,05 est considérée comme significative.

Source : Enquête ÉtuCris - 2021-2022 - Observatoire du Samusocial de Paris

Champ : Étudiantes et étudiants enquêtés, N=456 (21 indéterminés)

Variable	n	OR brut	p	OR ajusté	p
Sexe					
Homme	182	Réf.	-		Réf.
Femme	274	1,93	0,001	1,88	0,007
Âge (années)					
23 ans ou plus	315	Réf.	-		Réf.
18-22 ans	141	1,59	0,03	1,27	0,312
Durée de présence en France					
Français.e	90	Réf.	-		Réf.
Étranger.e arrivée récente en France	206	0,52	0,1	0,62	0,149
Étranger.e arrivée ancienne en France	160	0,49	0,008	0,58	0,092
Blocage administratif					
Non	236	Réf.	-		Réf.
Oui	220	0,90	0,6	1,22	0,407
Difficultés à finir le mois					
Non	315	Réf.	-		Réf.
Oui	141	1,28	0,2	0,96	0,860
Emploi étudiant					
Non	292	Réf.	-		Réf.
Oui	164	0,79	0,3	0,86	0,531
Inscrit.e en université publique					
Oui	311	Réf.	-		Réf.
Non	145	0,92	0,7	0,96	0,862
Type d'habitat					
Location personnelle	173	Réf.	-		Réf.
Crous ou cité universitaire	203	1,62	0,029	1,44	0,127
Hébergement à titre gratuit	70	2,24	0,004	2,35	0,007
Entourage disponible					
Oui	344	Réf.	-		Réf.
Non	112	1,82	0,001	1,81	0,017
État de faim modérée à sévère					
Non	338	Réf.	-		Réf.
Oui	118	2,15	<0,001	1,76	0,022
Problème de santé physique					
Non	351	Réf.	-		Réf.
Oui	105	3,76	<0,001	2,82	<0,001

0,5 1 2 3

Tableau 35.

Facteurs de risque
d'être en état de faim
modéré à sévère.

OR = *Odd Ratio* ; Réf. =
Référence

Note de lecture : ce
tableau représente les
résultats des modèles
de régression logistique
univariée (OR brut) et
multivariée (OR ajusté)
investiguant les facteurs
de risque d'être en état de
faim modéré à sévère. Une
p-valeur inférieure à 0,05
est considérée comme
significative

Source : Enquête ÉtuCris -
2021-2022 - Observatoire du
Samusocial de Paris

Champ : Étudiantes et
étudiants enquêtés, N=473
(4 indéterminés)

Variable	n	OR brut	P	OR ajusté	p
Sexe					
Homme	191	Réf.	-	Réf.	-
Femme	282	0,88	0,6	0,85	0,488
Âge (années)					
23 ans ou plus	330	Réf.	-	Réf.	-
18-22 ans	143	1,12	0,6	1,19	0,496
Durée de présence en France					
France					
Français.e	93	Réf.	-	Réf.	-
Étranger.e arrivée récente	212	0,52	0,02	0,53	0,063
Étranger.e arrivée ancienne	168	0,80	0,42	0,70	0,279
Blocage administratif					
Non	245	Réf.	-	Réf.	-
Oui	228	0,84	0,4	1,07	0,797
Difficultés à finir le mois					
Non	324	Réf.	-	Réf.	-
Oui	149	2,99	<0,001	2,87	<0,001
Vivre seul.e ou isolé.e					
Non	201	Réf.	-	Réf.	-
Oui	172	1,03	0,9	1,03	0,905
État dépressif majeur					
Non	303	Réf.	-	Réf.	-
Oui	170	2,12	<0,001	1,93	0,006
Temps de présence en distribution					
Un moins ou plus	389	Réf.	-	Réf.	-
Moins d'un mois	84	1,10	0,7	1,25	0,487
Fréquence en distribution					
Au moins une fois par semaine	253	Réf.	-	Réf.	-
Moins d'une fois par semaine	230	0,71	0,1	0,76	0,241
Soutien matériel de l'entourage					
Non	174	Réf.	-	Réf.	-
Oui	299	0,50	0,001	0,56	0,012
Scolarisé.e à l'université					
Oui	321	Réf.	-	Réf.	-
Non	152	1,70	0,02	1,64	0,037

0.5 1 2 3

Tableau 37.

Facteurs de risque de renoncement aux soins.

OR = Odd Ratio, Réf. = Référence

Source : Enquête ÉtuCris - 2021-2022 - Observatoire du Samusocial de Paris

Champ : Étudiantes et étudiants rapportant des besoins de soin, N=340

Note : Résultat des modèles de régression logistique univariée et multivariée étudiants les facteurs associés à un renoncement aux soins

Variable	n	OR brut	p	OR ajusté	P
Sexe					
Homme	121	Réf.	-	Réf.	-
Femme	219	1,15	0,5	1,12	0,644
Âge (années)					
23 ans ou plus	236	Réf.	-	Réf.	-
18-22 ans	104	1,13	0,6	1,15	0,586
Difficultés à finir le mois					
Non	227	Réf.	-	Réf.	-
Oui	113	1,21	0,4	1,16	0,536
Numéro de sécurité sociale définitif					
Oui	277	Réf.	-	Réf.	-
Non	63	2,23	0,007	2,03	0,025
Couverture mutuelle					
Non	155	Réf.	-	Réf.	-
Oui	185	0,53	0,004	0,63	0,049
Zone de transport en commun					
1 à 2	223	Réf.	-	Réf.	-
3 ou plus	117	1,39	0,2	1,43	0,140
Emploi étudiant					
Non	206	Réf.	-	Réf.	-
Oui	134	0,93	0,7	1,14	0,577
Problème de santé physique					
Non	240	Réf.	-	Réf.	-
Oui	100	1,36	0,2	1,16	0,579
État dépressif majeur					
Non	197	Réf.	-	Réf.	-
Oui	143	1,96	0,003	2,09	0,003